

Articles et pétitions suite aux attentats du 13 septembre 2015 à Paris

Document disponible ici : http://liege.mpoc.be/docu/pourLettres/Articles-divers_suite-attentats-13nov2015.pdf

Version du 2 décembre 2015

Ce n'est qu'en projetant un véritable avenir qu'on pourra combattre Daech - Bernard Stiegler	1
Ebriété guerrière – Le Monde diplo	2
Molenbeek-Saint-Jean n'est pas un ghetto - Alexandre Laumonier	3
Une belle opération poli... tique autant que policière - Charles Deligne	7
Modifier notre Constitution sur injonction de Daech, c'est donner aux terroristes la victoire qu'ils espèrent - Agnès Rousseaux	8
Entre la solidarité contre le terrorisme et les pactes politico-commerciaux avec les puissances qui l'alimentent, le gouvernement va devoir choisir - VEGA	9
Après les massacres de Paris : épouvante, révolte, action - ATTAC	9
PÉTITIONS	10
<i>De la peur à la résistance - Urgence démocratique!</i>	10
<i>L'état d'urgence, bienvenue en démocratie !</i>	10
<i>Hollande appelé à lever l'interdiction sur les manifestations pour le climat</i>	10
<i>Levée immédiate de l'assignation à résidence de Joël Domenjoud !</i>	10
<i>A qui sert leur guerre?</i>	10
Islamisme, religions et violence	11
Relativisons...	11

Ce n'est qu'en projetant un véritable avenir qu'on pourra combattre Daech - Bernard Stiegler

<http://www.lemonde.fr/...> 19.11.2015

Propos recueillis par Margherita Nasi

Le philosophe Bernard Stiegler développe la thèse de son prochain ouvrage : "Dans la disruption". Pour le philosophe Bernard Stiegler, « *la guerre est économique* ». L'effondrement de l'**emploi** engendre le désespoir qui engendre à son tour la violence. « *Il n'y a pas d'avenir hors d'un renversement fondamental de la valeur en économie* », explique-t-il.

« *Nous sommes en guerre* », martèle le président de la République depuis les attentats du 13 novembre. Est-ce que vous vous reconnaissez dans cette guerre ?

Bernard Stiegler. – Non. Que veut dire ce "nous" ? Ils sont en guerre, pas moi. La guerre est économique, c'est la leur, et elle fait des victimes, dont moi, qui ne dors plus la nuit, non pas à cause des terroristes, mais à cause de l'absence d'avenir de mes enfants. Ce n'est pas de guerre contre Daech qu'il s'agit, mais de guerre économique et mondiale, qui nous entraînera dans la guerre civile si nous ne la combattons pas. L'emploi va s'effondrer, notamment auprès des jeunes. Et le désespoir engendre la violence... On ne produit plus de raisons d'espérer aujourd'hui. Les attentats du 13 novembre sont des attentats-suicides, et ce n'est pas anodin : le suicide est en voie de développement dans le monde entier, et en particulier auprès d'une jeunesse qui sait qu'elle sera au chômage pendant très longtemps.

Ni Hollande ni Sarkozy n'ont donné la moindre perspective à ces jeunes. C'est contre cette bêtise, cette folie, que je suis en guerre. Une guerre contre moi-même aussi : nous sommes tous soumis à cette tendance qui consiste à trouver des boucs émissaires, à ne pas réfléchir, à cogner. C'est cela la barbarie, et c'est exactement ce que veut Daech : créer la guerre civile. Il

y aura d'autres attentats si on ne change pas de politique. C'est le contexte de mon prochain livre, *Dans la disruption*. Qu'entendez-vous par disruption ?

La disruption est un phénomène d'accélération de l'innovation qui est à la base de la stratégie développée dans la Silicon Valley : il s'agit d'aller plus vite que les sociétés pour leur imposer des modèles qui détruisent les structures sociales et rendent la puissance publique impuissante. C'est une stratégie de tétanisation de l'adversaire.

Dans mon ouvrage, j'analyse un texte signé Abu Bakr Al-Naji, tel que le résume Ignace Leverrier, qui désigne un collectif, dont d'anciens agents de Saddam Hussein devenus islamistes. C'est une sorte de « book » de Daech : à l'image des bibles d'entreprise qui détaillent les règles pour monter une concession, ce livre explique aux acteurs de Daech comment prendre le pouvoir. Il faut semer le chaos et à partir de là exploiter le besoin d'autorité.

Je compare cette stratégie à celle du site Les barbares attaquent, fondé par Nicolas Colin, un ancien inspecteur des finances, connu pour son rapport sur la fiscalité du numérique, où il mettait en évidence l'inadéquation du système fiscal face à l'industrie numérique, qu'il décrivait comme des « cavaliers de l'Apocalypse », en l'occurrence les GAFA [acronyme pour Google, Apple, Facebook et Amazon].

Il est désormais passé de l'autre côté, du service public à l'économie dont il décrivait les dégâts, pour créer un fonds d'investissement qui collecte de l'argent pour pratiquer la disruption à la française. Mais qui, répétant la stratégie des GAF, ne peut qu'étendre leur écosystème et intensifier la colonisation de l'Europe : faire exploser les transports, l'immobilier, l'éducation, toutes les filières, via de nouveaux modèles type Uber. Or cette pratique disruptive détruit les équilibres sociaux – ce que [le philosophe allemand] Theodor W. Adorno anticipait en parlant dès 1944 de « *nouvelle forme de barbarie* » à propos des industries culturelles.

Ce n'est pas en déclarant la guerre à Daech que cela s'arrangera. Cette déclaration n'est qu'une manière de se débarrasser de ses propres responsabilités en faisant porter le chapeau à des gens devenus extrêmement dangereux et que nous avons coproduit avec Daech.

C'est donc sur les ruines de l'ultralibéralisme que se construit la radicalisation ?

Oui. On ramène le radicalisme à une question de religion, et c'est scandaleux. La plupart des recrues de l'islam radical n'ont pas de culture religieuse. Ce n'est pas de religion dont il s'agit, mais de désespoir. Richard Durn, l'assassin de huit membres du conseil municipal de Nanterre en mars 2002, anticipe son acte en parlant de son sentiment de ne pas exister : il a voulu devenir quelqu'un par ce geste.

En 2012, vous lanciez un appel pour un traité mondial de paix économique. Est-ce une solution toujours d'actualité pour éradiquer la barbarie ?

Il faut ouvrir un débat en Europe, regarder les choses en face : depuis la naissance du Web, nous sommes totalement perdants. Exploitées à la façon disruptive telle que les GAFA la pratiquent, les technologies numériques accentuent la toxicité environnementale qui ne cesse de croître depuis le début de l'Anthropocène – cette ère où l'humain est devenu un facteur géologique majeur - en termes climatiques, atmosphériques, mentaux.

Il n'y a pas d'avenir hors d'un renversement fondamental de la valeur en économie : seul le passage à une économie productrice de valeur durable permettra de surmonter le défi qui sera l'objet de la COP21 dès la semaine prochaine.

Lançons une nouvelle politique européenne plutôt que de nous aligner sur un modèle américain disruptif qui est suicidaire. Inventons un nouveau Web, au service d'un modèle macroéconomique viable, plutôt que de développer une *data economy* totalement ruineuse. Ce sera le thème des « Entretiens du nouveau monde industriel », organisés au Centre Pompidou les 14 et 15 décembre. Ce n'est qu'en projetant un véritable avenir pour la planète que l'on pourra combattre Daech, c'est-à-dire le désespoir.

Lire aussi : « Pour les désespérés, l'islamisme radical est un produit excitant »

Après les attentats du 13 novembre

Ebriété guerrière – Le Monde diplo

<http://www.monde-diplomatique.fr/...>, 17 novembre 2015

Le 13 novembre 2015, une série de fusillades et d'explosions ont endeuillé Paris et Saint-Denis, provoquant la mort de 130 personnes. Les auteurs de ces attentats, souvent des jeunes Français musulmans, ont motivé leur acte en invoquant l'intervention militaire de leur pays en Syrie contre l'Organisation de l'Etat islamique (OEI). Deux jours plus tard, Paris a procédé à de nouveaux bombardements contre les positions de l'OEI en Syrie, principalement dans la « capitale » de l'organisation, à Rakka. Et, dorénavant, le gouvernement français comme l'opposition de droite s'accordent sur la nécessité de multiplier les « frappes » en Syrie. L'urgence de mener sur le front intérieur une « guerre » implacable ne les distingue pas davantage.

La seule question qui semble faire débat entre eux tient à la composition de la coalition internationale combattant l'OEI. Avec ou sans la Russie ? Avec ou sans l'Iran ? Avec ou sans le gouvernement syrien ? La politique étrangère française, dont le crédit a été largement atteint par une succession d'hypocrisies et de maladroites, paraît à présent se rallier à l'idée d'une alliance aussi large que possible. Une telle position est déjà celle que défendent l'ancien président de la

République Nicolas Sarkozy, l'ancien premier ministre François Fillon et l'ancien ministre des affaires étrangères Alain Juppé. Tous exigeaient il y a encore quelques mois, ou quelques semaines, le départ préalable du président syrien Bachar Al-Assad ; tous y ont dorénavant renoncé.

Décidée de manière solitaire, sans débat public, sans participation autre que purement décorative du Parlement, dans un alignement médiatique conforme aux habitudes du journalisme de guerre, l'intervention militaire française soulève néanmoins plusieurs questions de fond.

L'existence d'une « coalition », tout d'abord : celle-ci est d'autant plus large que les buts de guerre de ses principaux membres diffèrent, parfois très sensiblement. Certains participants (Russie, Iran, Hezbollah libanais, etc.) veulent avant tout maintenir au pouvoir le régime de M. Al-Assad, bien que celui-ci soit détesté par une large partie de la population. D'autres (Turquie et Arabie saoudite en particulier), qui ont manifesté de la complaisance envers l'OEI jusqu'à ce que celle-ci se retourne contre eux, aimeraient s'assurer que M. Al-Assad va tomber. Comment imaginer que ce malentendu fondamental ne débouche pas sur de nouvelles convulsions dans l'hypothèse d'une victoire des alliés de circonstance contre l'OEI ? Faudra-t-il alors imaginer une nouvelle intervention pour séparer (ou pour détruire) certains des ex-coalisés ? Les atrocités de l'OEI sont largement documentées, y compris par l'organisation elle-même. Malgré cela, elle a été bien accueillie dans des régions sunnites d'Irak et de Syrie dont les habitants avaient été exploités ou tyrannisés par des milices chiites. Aussi éprouvés soient-ils par la fêrile qu'ils subissent en ce moment, ces habitants ne se sentiront pas forcément libérés par leurs anciens persécuteurs.

L'autre question fondamentale tient à la légitimité et à l'efficacité des interventions militaires occidentales par rapport même aux buts qu'elles s'assignent. L'OEI n'est que l'avatar un peu plus sanglant d'un salafisme djihadiste encouragé par le wahabbisme d'Arabie saoudite, une monarchie obscurantiste que les capitales occidentales n'ont cessé de dorloter. Au demeurant, à moins d'imaginer que l'objectif que visent à présent les Etats-Unis, la France, le Royaume-Uni, etc., soit simplement de s'assurer que le Proche-Orient et les monarchies obscurantistes du Golfe demeureront un marché dynamique pour leurs industries de l'armement, comment ne pas avoir à l'esprit le bilan proprement calamiteux des dernières expéditions militaires auxquelles Washington, Paris, Londres, etc. ont participé, ou que ces capitales ont appuyées ?

Entre 1980 et 1988, lors de la guerre entre l'Iran et l'Irak, les pays du Golfe et les puissances occidentales ont largement aidé le régime de Saddam Hussein, en espérant ainsi affaiblir l'Iran. Objectif atteint au prix d'un million de victimes. Quinze ans plus tard, en 2003, une coalition emmenée par les Etats-Unis et le Royaume-Uni (mais sans la France) détruisait l'Irak de Saddam Hussein. Résultat, ce pays, ou ce qu'il en reste, est devenu un allié très proche... de l'Iran. Et plusieurs centaines de milliers de ses habitants ont péri, principalement des suites d'affrontements confessionnels entre sunnites et chiites. Pour que le désastre soit tout à fait complet, l'OEI contrôle une partie du territoire irakien.

Même scénario en 2011 quand, outrepassant le mandat d'une résolution de l'Organisation des Nations unies, les Occidentaux ont provoqué la chute de Mouammar Kadhafi. Ils prétendaient ainsi rétablir la démocratie en Libye, comme si ce souci avait jamais déterminé la conduite de leur politique étrangère dans la région. Aujourd'hui, la Libye n'est plus un pays, mais un territoire où s'affrontent militairement deux gouvernements. Elle sert d'arsenal, de refuge aux groupes terroristes les plus divers, dont l'OEI, et de facteur de

déstabilisation régionale. Serait-il insolent de réfléchir quelques secondes — voire davantage — au bilan de ces dernières interventions occidentales avant d'en engager une nouvelle, dans l'enthousiasme général évidemment ? L'année dernière, à West Point, le président américain Barack Obama admettait lui-même : « *Depuis la seconde guerre mondiale, quelques-unes de nos erreurs les plus coûteuses sont venues non pas de notre retenue, mais de notre tendance à nous précipiter dans des aventures militaires, sans réfléchir à leurs conséquences.* »

Comme toujours, le discours de « guerre » se double d'un dispositif sécuritaire et policier renforcé. On sait à [quels excès cela a donné lieu aux Etats-Unis](#). En France, il est déjà question de rétablissement des contrôles aux frontières, de déchéances de nationalité et de modification de la Constitution afin, comme vient de l'expliquer le président de la République, de « *permettre aux pouvoirs publics d'agir contre le terrorisme de guerre* ».

A l'évidence, nul ne saurait nier la nécessité d'une protection des lieux publics contre des actes de terreur, d'autant que les attentats coordonnés du 13 novembre viennent de témoigner d'une défaillance évidente des services de sécurité. Doit-on pour autant bricoler dans la hâte un nouvel arsenal de restriction des libertés individuelles, alors même que [des lois « antiterroristes » n'ont cessé de se succéder](#), souvent durcies avant même d'entrer en application ? L'actuel climat d'effolement et de surenchère sécuritaire favorise par ailleurs les suggestions les plus inquiétantes. Ainsi celle d'incarcérer les « suspects » de djihadisme, [ou de radicalisation](#), ce qui reviendrait à confier à la police et à l'administration le droit de rendre la justice, y compris pour décider unilatéralement des mesures privatives de liberté.

Après une série de crimes prémédités ciblant des lieux de loisirs et de sociabilité un vendredi soir, l'émotion de la population française est compréhensible. Mais les responsables politiques ont pour responsabilité de réfléchir [aux motivations de leurs adversaires et aux dynamiques qu'ils engagent](#) plutôt que d'enchaîner les rodomontades dans l'espoir éphémère de conforter leur popularité flageolante. On en est loin.

Molenbeek-Saint-Jean n'est pas un ghetto - Alexandre Laumonier

[Le Monde.fr](#), le 23.11.2015

Alexandre Laumonier

Alexandre Laumonier est anthropologue et éditeur. Né en 1975, éditeur depuis l'âge de 21 ans, il dirige aujourd'hui les éditions « Zones sensibles » depuis Molenbeek-Saint-Jean, où il vit et travaille, ainsi que la collection « Graphê » aux éditions Les Belles Lettres. Zones sensibles publie principalement des ouvrages de sciences humaines et notamment des anthropologues comme Tim Ingold, Roy Wagner, ou bientôt Keith Basso et Eduardo Kohn. Le prochain ouvrage de la maison d'édition, à paraître en janvier 2016 et dont la parution fut décidée après les attentats contre Charlie Hebdo, est un texte critique de Pierre Bayle, philosophe des Lumières et historien des religions, intitulé Mahomet. En tant qu'anthropologue, Alexandre Laumonier travaille sur l'algorithmique de la microstructure des marchés financiers contemporains (sur laquelle il a écrit l'ouvrage 6/5) et la pensée économique des scolastiques médiévaux.

Molenbeek-Saint-Jean est désormais tristement célèbre dans le monde entier. Certains n'auront malheureusement pas été étonnés d'apprendre qu'une partie des terroristes ayant semé la mort à Paris habitaient ma commune. La liste des Molenbeekois impliqués dans des affaires terroristes

internationales est hélas désormais trop longue — d'Abdessatar Dahmane, impliqué dans l'assassinat du commandant Massoud en 2001, à Salah Abdeslam, considéré aujourd'hui comme l'un des principaux responsables des récents attentats parisiens, en passant par une bonne dizaine d'autres. Vivant et travaillant à Molenbeek-Saint-Jean, au cœur de l'un de ces quartiers considéré comme une « plaque tournante belge du terrorisme islamiste », à quelques dizaines de mètres de l'appartement de l'un des présumés responsables des atrocités parisiennes, il m'est difficile de ne pas écrire ces quelques mots.

Pas un ghetto ni une banlieue

Précisons d'abord le contexte. Contrairement à ce qu'affirment certains médias, Molenbeek n'est pas une « banlieue ». « Bruxelles » désigne une des trois régions de Belgique, constituée de 21 communes, dont « Bruxelles ville » et Molenbeek font partie. Bien qu'un canal forme indéniablement une frontière physique, sociale et symbolique entre ces deux communes, le centre de « Bruxelles ville » n'est qu'à 15 minutes à pied de chez moi, ou à 3 arrêts de métro. Le qualificatif de « banlieue » semble basement utilisé pour renvoyer à l'image des cités franciliennes éloignées du centre de Paris et où vivrait une communauté musulmane de plus en plus rongée par la pauvreté, et donc par le radicalisme religieux. Molenbeek n'est pas une banlieue, et à l'image de la région bruxelloise dans son ensemble, cette commune est un ensemble de micro-quartiers incroyablement disparates. Il existe plusieurs Molenbeek, et il est crucial de tenir compte de cette disparité.

A quoi ressemble l'un de ces quartiers molenbeekois aujourd'hui sous le regard des caméras du monde entier ? Tout simplement à des rues majoritairement constituées de ces maisons en brique typiquement bruxelloises ; il y a bien quelques barres de type « HLM » mais celles-ci sont peu nombreuses et se fondent dans le paysage. Sans revenir sur la longue et passionnante histoire de la commune (qui a accueilli des communards parisiens en exil dans les années 1870, à une époque où le surnom de la commune était « le petit Manchester » en raison de son industrie florissante), Molenbeek a aujourd'hui en son sein quelques micro-quartiers constitués à 80% d'habitants de nationalité belge appartenant à une communauté musulmane ayant principalement des liens historiques avec le Maroc et d'où sont issus un nombre particulièrement important de (parfois très jeunes) hommes ou femmes ayant épousé la cause jihadiste en Syrie. Cela étant dit, les rares statistiques disponibles montrent que si la moitié des Belges partis en Syrie viennent de la région bruxelloise, l'autre moitié provient de Flandres, et notamment de Vilvoorde et d'Anvers, Anvers où les prosélytes salafistes de Sharia4Belgium ont été considérés par la justice belge comme étant les principaux recruteurs de djihadistes belges. Le problème de l'islamisme dépasse les frontières de Molenbeek. La ville, ou du moins certains de ces (micro-)quartiers, est qualifiée par la presse de « ghetto ». Bien qu'ayant quelques doutes sur le véritable sens de ce mot (ou alors pris dans le sens de cette « fermeture exquante » dont parlait Max Weber), s'il existe un ghetto alors Uccle, la riche commune bruxelloise où s'entassent les exilés fiscaux français, est bien plus un « ghettoisé » que ma commune, foyer de diversité où plus de 100 nationalités vivent sans qu'il n'y ait jamais aucune tension entre communautés.

Barbus prosélytes

Abordons le point sensible : la forte densité de population appartenant à la communauté arabo-musulmanes dans certains quartiers, dont le mien. Celui que l'on présente habituellement comme étant le plus jeune jihadiste au monde est un gamin de 13 ans ayant grandi à Molenbeek, Younès, qui

a laissé derrière lui des parents hagards d'incompréhension. Il a été entraîné là-bas par son grand frère, Abdelhamid Abaaoud, considéré comme l'un des présumés commanditaires des récents attentats de Paris et décédé à Saint-Denis. Younés était scolarisé à quelques centaines de mètres de chez moi, et il m'est souvent arrivé de penser que, peut-être, je l'avais croisé à l'occasion. Peut-être était-il ce gamin qui m'avait souri en levant les yeux de sa Playstation portable alors qu'il marchait dans ma rue, trois mètres derrière sa mère couverte de noir de la tête au pieds, mains incluses, elle-même trois mètres derrière un mari perdu dans ses prières. Il serait malhonnête de ne pas écrire que, depuis quelques années, le poids de la religion se fait de plus en plus sentir dans la vie quotidienne du quartier, par petite touche.

Un certain nombre de femmes et de jeunes filles qui travaillent dans les boulangeries et épiceries, qui ne portaient qu'un simple voile il y a quelques années, arborent désormais le hijab. Il n'est plus rare, aujourd'hui, de voir dans les rues des petites filles de 5 ans voilées d'un joli hijab coloré – c'était beaucoup plus rare, voire inexistant, il y a quelques années. Bien qu'il soit interdit dans l'espace publique, le niqab est bel est bien visible à la sortie de l'école la plus proche de chez moi. Il n'était pas rare que, dans l'ancien bureau de poste local, des chants religieux résonnent depuis les téléphones portables (j'ai une fois demandé à une femme de couper le son, arguant du fait qu'elle n'avait pas à m'imposer les prières d'une religion qui n'était la mienne ; elle l'a fait immédiatement mais j'ai vu dans ses yeux qu'elle trouvait ma demande incongrue). Il n'est pas rare non plus de trouver, sur les comptoirs des boulangeries, des flyers pour telle ou telle manifestation musulmane où s'évalent les visages de prédicateurs étrangers dont on apprend ensuite, en cherchant un peu sur internet, qu'ils appellent dans des vidéos à « brûler des juifs ». Il y a aussi ces barbus prosélytes sinistres qui se déplacent par grappe de trois et font du porte à porte ou alpaguent les jeunes gens qui traînent dans les rues. Début 2015, un photographe de guerre et anthropologue a décidé de quitter Molenbeek et en a expliqué les raisons : « [Ici] tout y est devenu gris, tout y respire le pessimisme. Le radicalisme et la grisaille de ma rue m'ont rendu dépressif. J'ai trouvé terrible que des personnes tentent dans la rue de me convertir à l'islam. » Bien que personne n'ait un jour tenté de me convertir, je partage malheureusement ce constat quand à la grisaille et le pessimisme (même si la grisaille est plus bruxelloise, voire belge, que molenbeekoise – après tout, Bruxelles n'est pas Marseille). Peut-être le photographe entendait-il également par « grisaille » la saleté de certaines rues, de véritables poubelles à ciel ouvert aux trottoirs défoncés qui, parfois, subsistent pendant des semaines avant que les services communaux ne finissent par nettoyer (ce qui donne parfois lieu à des scènes d'une tristesse infinie, comme lorsque des Roms viennent ramasser le peu de déchets exploitable dont se sont débarrassés les voisins, avant que des ressortissants des pays de l'Est ne viennent à leur tour récupérer ce qu'il reste de métal – il y a les pauvres, puis les plus pauvres, puis les plus pauvres encore).

Repli identitaire

Qu'il y ait dans certains micro-quartiers des replis identitaires religieux est indéniable, et ces replis est de plus en plus visible. Certains regards se tournent logiquement vers la principale mosquée du quartier, l'une des plus fréquentées de la région bruxelloise, où parfois certains prédicateurs ne parlant que l'arabe sont invités et répandent des propos nauséabonds (un Marocain pratiquant, qui fut mon voisin pendant quelques semaines, s'y était rendu une fois mais en était revenu effaré par le discours violent à l'encontre des femmes). Même si elle s'en défend, cette mosquée a formé plus d'un prédicateur qui ont ensuite endossé la cause

salafiste et sont partis en Syrie, en embarquant au passage quelques jeunes du coin. Une femme politique, qui était autrefois dans le conseil communal de Molenbeek, m'avait appris un jour que cette mosquée était sous les radars des services de renseignement depuis des années – mais visiblement aucune action ne semble avoir été efficace puisque très récemment encore des jeunes fréquentant le lieu ont décidé de « faire le djihad ». (On a toutefois apprécié le message clair diffusé depuis vendredi 13 novembre sur la page d'accueil de cette mosquée, condamnant avec force les attaques parisiennes, mais on aurait davantage apprécié que la grande prière du vendredi soit aussi ouverte aux non-musulmans). On pourrait aussi évoquer les mosquées plus ou moins officielles qui ont comme vitrine le statut d'association sans but lucratif, mais qui organisent en réalité des réunions dans des garages obscurs pour enrôler des jeunes désœuvrés dans une cause répugnante.

Tout cela est su et connu depuis des années. Les débats seront vifs, dans les semaines et mois qui viennent, sur l'état de l'islam en Belgique – pour Rachid Madrane, un ministre bruxellois, « le péché originel, en Belgique, a été de confier les clés de l'islam à l'Arabie saoudite en 1973 ». Un responsable de mosquée m'a raconté, mercredi passé, lors du rassemblement citoyen organisé sur la place communale de Molenbeek en hommage aux victimes de Paris, qu'il avait plus d'une fois demandé à des « représentants » anversoises de Sharia4Belgium venus recruter devant sa mosquée de « dégager », et qu'il avait plusieurs fois signalé leur présence à la police ; un autre responsable religieux m'a affirmé quand à lui que certains des barbus prosélytes arpentaient les rues venaient parfois d'Angleterre pour recruter de la « chair fraîche ». Tout est plus complexe qu'on ne l'imagine, et là encore les problèmes dépassent la seule commune de Molenbeek.

Au-delà de la simple religion

Je ne sais pas ce qui se passe dans la tête d'un jeune Molenbeekois comme Brahim Abdelsam qui, un jour, tient le mur en fumant des joints et en picolant, et trois mois après, après un peu d'entraînement en Belgique, va se faire exploser sur une terrasse d'un café parisien. Tout cela va bien au-delà de la simple religion, même les franges extrémistes de cette dernière sont bien à l'œuvre ici. Brahim Abdeslam tenait un café qui fut frappé, début novembre, par une fermeture administrative en raison de « trafic de drogue ». N'importe quel habitant sait qu'ici plus d'un café ou d'une épicerie, où deux bouteilles de Coca se battent en duel avec trois paquets de chips, sont en réalité des comptoirs de vente de drogue. Le sympathique vendeur de kebab au coin de ma rue fut malheureusement remplacé, pendant quelques mois, par l'un de ses cafés, ou des jeunes barbus fumaient du cannabis en terrasse alors qu'à l'intérieur Al-Jazzira tournait en boucle à la télévision). Ces activités étant connues de tous, il est toujours surprenant de constater les délais nécessaires aux pouvoirs publics (plusieurs mois, voire davantage) pour faire fermer ces lieux qui participent à l'image dégradée de la commune.

Une commune pas plus dangereuse qu'une autre

Malgré la grisaille et la crasse, malgré le poids de la religion et les cafés-dealers de drogue, Molenbeek n'est pas une commune beaucoup plus dangereuse qu'une autre. Je n'y ai jamais subi la moindre agression en sept ans. Aucune voiture ne brûle, ici, lors du réveillon ; jamais Molenbeek, ni Bruxelles, n'ont connu des émeutes comme celles de Clichy-Sous-Bois en 2005 ; même dans les quartiers les plus difficiles, la police ne se fait que rarement caillasser, alors que c'est extrêmement fréquent dans certaines cités franciliennes. En terme de « repli communautaire », la situation de certaines banlieues françaises est bien pire que celle de Molenbeek. Il n'y a pas de « Molenbeekistan », comme

l'affirment certains médias (même si, et on le sait depuis des années, il y a des poches urbaines où les trafics d'armes et discours radicaux vont de pair). A Molenbeek, le « sentiment d'insécurité » vient davantage des voitures roulant à contresens (une habitude, dans le quartier) ou trop vite (la rue de Bruxelles connaissant le plus d'accidents se situe à Moleenbeek), de ces épiceries cachant à peine des trafics de drogue, de la saleté de certaines rues. C'est en raison de ces diverses formes d'incivilité quotidienne diffuse (et il y en a d'autres) que naît ce « sentiment d'insécurité ». Il y a bien des agents communaux qui sillonnent les rues, dont certains ont été clairement engagés en raison de leur appartenance à la communauté arabo-musulmane (un peu à la manière de la politique des « grands frères » menée dans certains quartiers français), mais que penser de ce que j'ai vu un jour, à savoir trois agents communaux passant dans une rue, serrant la main à des dealers de drogue connus de tout le quartier, avant de continuer tranquillement leur chemin ?

99,99% des habitants de Molenbeek ne sont évidemment pas candidats au jihad, ni même n'iront « brûler des juifs » (même si, compte tenu de la question palestinienne et des certains prêches, je pense malheureusement que la majorité de mes voisins souffrent d'un antisémitisme crasse). 99,99% des habitants aspirent à vivre tranquillement les uns avec les autres. Si la situation de certains quartiers peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs (emprise de la religion, sentiment d'impunité, la facilité pour des terroristes à se cacher dans un territoire dense, etc.), les principales causes de « tous les maux » dont souffrent la commune sont à aller chercher ailleurs. Et elles sont connues de tous depuis bien trop longtemps. Il suffit de regarder les chiffres, en l'occurrence ceux de la Commission communautaire française (Cocof), très détaillés car concernant non seulement la commune dans son ensemble mais aussi et surtout chacun de ses micro-quartiers.

La seconde commune la plus pauvre de Belgique

Molenbeek est la seconde commune la plus pauvre de Belgique (le triste record appartenant à une autre – bien plus petite – commune de Bruxelles, Saint-Josse-Ten-Noode, à quelques pas du quartier européen) ; certains des quartiers de la commune sont parmi les plus denses de Bruxelles, les familles nombreuses représentent une part significative des ménages et la population globale des quartiers où habite la communauté musulmane a fortement augmenté depuis les années 2000 (le taux de natalité, en forte hausse depuis quelques années, y est le plus élevé de la région bruxelloise) ; la proportion de jeunes (15-24 ans) rapportée à la population globale y est particulièrement élevée ; le taux de mortalité y est supérieur à la moyenne régionale, de même que la part des habitants se déclarant en mauvaise santé ; le niveau moyen de revenu est inférieur à la moyenne nationale, notamment dans les quartiers à forte densité de population, et le nombre d'aides sociales sont très nettement surreprésentés ; le taux moyen de chômage y est donc logiquement largement supérieur à la moyenne régionale, et un jeune sur deux est au chômage, ce qui peut s'expliquer par le fait que la part d'entre eux suivant la filière scolaire générale est très en-dessous de la moyenne régionale. 51 % des habitants de Molenbeek ne paient pas d'impôts le revenu médian par habitant y est de 1 100 euros par mois, et 57% de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Molenbeek est une commune minée par la pauvreté où plus d'un habitant sur deux est tenté de survivre, notamment parmi la population la plus jeune, sous-éduquée, qui devient une proie facile pour les barbus prosélytes qui sillonnent les rues. Au-delà de Molenbeek, et parce que malheureusement les journalistes en parlent peu, rappelons que dans la capitale de l'Europe, Bruxelles en tant que région, un tiers des

habitants vit sous le seuil de pauvreté, un chiffre édifiant lorsque l'on sait par ailleurs que Bruxelles produit plus de richesse que les deux autres régions de Belgique (il serait intéressant de savoir si ce chiffre a un lien avec ceux, récemment dévoilés par l'Organisation internationale pour les migrations, révélant que 62% des habitants de la région bruxelloise sont nés à l'étranger ou issus de familles qui ont migrés ici, « ce qui en fait la seconde ville au monde à afficher un taux aussi haut »). Bruxelles est donc une région fort contrastée : à Molenbeek, le revenu moyen par habitant est de 776 euros par mois, soit 4 fois moins que la seule allocation de résidence allouée à un commissaire européen et 26 fois moins que le salaire de celui-ci. (Ajoutons en passant que les agents de l'Union européenne sont exemptés de l'impôt sur les personnes physiques, cet impôt sur le revenu dont n'importe quel Belge imposable doit s'acquitter. Dit autrement, un habitant de Molenbeek à faible revenu mais payant cet impôt finance davantage les infrastructures publiques bruxelloises dont bénéficient les fonctionnaires européens qui, eux en profitent sans payer cet impôt-là, tout en percevant des salaires bien plus élevés.)

Une commune au bord de la faillite

Molenbeek est donc rongée par la pauvreté. Il y a peu de journalistes pour rappeler que, il y a quelques mois, la commune était au bord de la faillite (ce qui a une fois permis à certains politiques de stigmatiser encore et encore la commune) : en raison de la croissance de la population ne payant pas l'impôt mais demandant mécaniquement davantage de moyens publics (revenus sociaux, etc.), combinée à son appauvrissement (le revenu moyen d'un Molenbeekois a diminué de 5% en dix ans), les revenus issus de l'impôt ont logiquement baissé ; parallèlement, d'après un conseiller communal qui s'est publiquement exprimé sur cette quasi-faillite qui a encore permis à certains de stigmatiser la commune, la classe moyenne (celle qui paie l'impôt) se fait de plus en plus rare : « le manque de propreté, d'enseignement (de qualité), de logements de qualité abordables et d'espaces publics agréables, combiné à un sentiment d'insécurité sont les principaux arguments de leur départ, surtout chez les jeunes familles ». Il faut être honnête : Molenbeek continue à s'enfoncer. Tout concourt donc à ce que, dans certains quartiers, la misère sociale et intellectuelle soit un terrain fertile pour des recruteurs à l'idéologie répugnante. Quelles perspectives d'avenir cette commune, compte tenu de son état de délabrement financier et social, peut proposer à une population en voie de paupérisation ? Comment redresser une situation sociale où presque 55 000 personnes vivent sous le seuil de pauvreté ?

Le vice-Premier ministre et ministre de l'intérieur belge, Jan Jambon, membre du parti nationaliste flamand Nieuw-Vlaamse Alliantie (NVA), avec une tonitruance digne de Vladimir Poutine lorsqu'il voulait « buter les Tchétchènes jusque dans leurs chiottes », a déclaré, suite aux attentats de Paris, vouloir « faire le ménage à Molenbeek ». Monsieur Jambon, vu la saleté de mon quartier, le coup de balai proposé est vraiment le bienvenu (le prochain ramassage est mercredi prochain). Mais n'est-il pas un peu tard pour vous en préoccupez ? Pourquoi la Communauté flamande, où votre parti est majoritaire, a-t-elle totalement supprimé les subventions allouées à l'association historique Foyer, dont le travail, depuis 1969, est si fondamental en terme d'aide sociale, d'insertion, de formation, de médiation interculturelle, au cœur de l'un des quartiers les plus difficiles ? Cette association réussit pourtant l'exploit d'accomplir un travail déterminant à l'aide de bouts de ficelles et de contrats aidés. Le Premier ministre belge, Charles Michel, a affirmé après les attentats parisiens qu'« il y a eu une forme de laxisme, de laisser faire. On paie la facture de ce qui n'a pas

été fait par le passé ». Monsieur le Premier, je vous remercie d'avoir avoué publiquement le « laxisme » dont les pouvoirs publics ont fait preuves ces dernières années dans ma commune ; pour autant, cela ne constitue en rien une excuse. Nous payons collectivement, Molenbeekois comme Parisiens, la « facture » (drôle de terme pour désigner des victimes d'attentats) parce que les gouvernements fédéraux successifs ne payent plus les factures de la prévention, de la police et de la justice depuis trop longtemps.

Un reportage de la télévision flamande, qui a refait surface dans les réseaux sociaux depuis les attentats de Paris, donnait il y a quelques années la parole à des travailleurs sociaux qui, déjà, s'inquiétaient du manque d'attention des politiques envers la jeunesse pauvre d'origine étrangère y voyaient un terrain favorable à une certaine forme de radicalisation religieuse. Lorsque le journaliste demande à Marcel Piccart, le bourgmestre de l'époque, de quoi il aurait besoin pour faire face aux problèmes de la commune, sa réponse est simple : « de l'argent », mais il ajoute, pessimiste, que les dotations de l'Etat fédéral allouées à Bruxelles sont en baisse constante. Un musulman interviewé affirme que si la situation empire (chômage, isolement, etc.), les gens se tourneront de plus en plus vers Dieu. Johan Leman, le directeur de Foyer, cette association qui ne reçoit plus aucune subvention venant de Flandres, affirme lui que si rien ne se passe, la génération suivante va finir par se révolter. Eh bien nous y sommes, même si le visage de la révolte et sa violence n'est peut-être pas celui auquel on s'attendait. Monsieur Michel, je ne peux vous tenir rigueur de n'avoir rien fait pour répondre à ce constat car vous vous n'aviez que 12 ans à l'époque: ce reportage où ce constat accablant est fait date de 1987. C'était il y a presque 30 ans !

Besoin d'écoles

Les problèmes sont donc identifiés depuis longtemps. Je sais pertinemment que, compte tenu de la complexité des strates de l'administration belge (communes, Régions, Communautés, l'Etat fédéral) certaines décisions, ou investissements, nécessitent du temps pour être actés, mais malgré cela je ne suis pas loin de partager l'opinion de bon nombre d'habitants qui pensent que Molenbeek a été abandonnée par l'Etat fédéral à son propre et (de plus en plus triste) sort. Je passe sous silence les propos déplacés de l'avant-dernier bourgmestre de Molenbeek, lui qui a régné pendant 20 ans sur la commune en usant jusqu'à la corde d'un clientélisme communautaire mais ose se aujourd'hui défausser sur l'actuelle législature pour la rendre responsable de la quasi-faillite de la commune et du nombre élevé de terroristes provenant de Molenbeek (Monsieur Mourreaux, le déficit de la commune était en 2006, alors que vous étiez aux manettes, plus important qu'en 2014). Quand à l'actuelle bourgmestre, Françoise Schepmans, élue en 2012, elle est également députée fédérale depuis 2014. Madame Schepmans, ne pensez-vous pas que Molenbeek, compte tenu de la situation actuelle, mériterait une bourgmestre qui puisse consacrer 100% de son temps à la commune?

Le travail à faire à Molenbeek est immense, et il est malheureux de constater que, face à cette situation si terrible, les quelques associations qui font du soutien scolaire travaillent avec des moyens financiers littéralement dérisoires. Les renforts policiers seront les bienvenus (comme le vient de l'avouer le chef de zone de police Bruxelles Ouest, dont fait partie Molenbeek, « la norme financière pour les zones de police n'a pas été revue depuis 12 ans ») ; les programmes de « déradicalisation » également. Mais le principal est l'éducation : comment se fait-il que, par anticipation, compte tenu de la forte hausse de la population constatée depuis bien des années, aucun programme d'envergure de construction de crèches et d'écoles n'ait été

mis en œuvre ? Un nouveau musée d'art contemporain va ouvrir bientôt le long du canal séparant Molenbeek de Bruxelles. Nul doute que ce musée participera à la gentrification rampante de la « Zone canal », ce qui n'augure rien de bon, et nul doute que les activités éducatives à destination des groupes scolaires pourront être bénéfiques à certains gamins. Mais nous n'avons pas besoin de musée à Molenbeek ; nous avons besoin d'écoles, et des écoles qui offrent une mixité permettant à la classe moyenne de ne pas fuir la commune (même mon épicier favori, un Turc musulman pratiquant, a décidé de ne pas mettre ses enfants dans l'école la plus proche de chez lui en raison du manque de mixité – c'est dire). Quel est le sens d'un tel musée au sein d'une commune où – et il suffit d'entendre certains jeunes parler dans la rue – l'analphabétisme touche autant d'habitants ? Un musée n'est pas la bonne réponse à la misère sociale et éducative ; c'est mettre la charrue avant les bœufs.

Certaines rues ressemblent à des décharges

Au-delà de la question de l'éducation, il y a aussi celles de la mobilité et des projets d'urbanisation. Un exemple : l'escalator menant à l'arrêt de métro le plus proche de chez moi, lequel arrêt est situé près d'un terrain vague devenu un dépotoir crasseux, tombe en rade tous les deux jours depuis des années sans que personne ne s'en émeuve, ce qui de facto empêche les mères de famille se déplaçant avec une poussette (et elles sont nombreuses dans le quartier) d'accéder à un transport en commun public. Il y a également la question évidente de la propreté : il est impensable de tirer vers le haut une commune dont certaines rues ressemblent à des décharges ; on ne construit rien sur des ruines. Le travail est immense, à tout point de vue, et il faut le commencer au niveau du caniveau. Il ne se fera pas en quelques semaines ou en quelques mois, et il va demander des financements conséquents de la part de tous les niveaux de responsabilité politique. Affirmer que l'argent manque est un mensonge : le jour même où, l'année dernière, le gouvernement fédéral annonçait qu'il allait davantage contrôler les consommations d'eau et de gaz des chômeurs, « pour lutter contre la fraude », quelques heures plus tard nous apprenions, stupéfaits, que suite à des accords fiscaux entre la Belgique et le Luxembourg, des centaines de millions d'euros d'impôts dus par des grandes sociétés belges ne rentraient de fait plus dans les caisses de la Belgique. Contrôler ces salauds de pauvres de chômeurs, surreprésentés à Molenbeek, est visiblement plus important que de rapatrier des impôts belges partis enrichir le Luxembourg (qui, c'est bien connu, grâce à Amazon, Apple ou Ikea, mène un train de vie misérable).

Un petit Bataclan

Trois derniers points, pour conclure – même s'il y aurait encore beaucoup à dire.

1/ Malgré ce portrait peu flatteur de Molenbeek, ou du moins de certains de ses micro-quartiers (mais les chiffres sont là, objectifs), la vie ici n'est pas que « grisaille ». Nous avons, à Molenbeek, une sorte de petit Bataclan, le VK, une salle de concert bien connue des Bruxellois, et divers autres lieux (comme le Musée de la Fonderie ou la Maison des cultures et de la cohésion sociale de Molenbeek, gérée par l'administration communale). Molenbeek n'est pas le « désert total » qu'évoquent parfois les médias, mais il est triste de constater que, pour la plupart, ces lieux ne sont que peu fréquentés par les habitants eux-mêmes (ou en tout cas par ceux qui résident dans les quartiers les plus communautarisés). C'est là encore un problème d'éducation : comment veut-on que les infrastructures culturelles molenbeekaises soient fréquentées par la population de la commune alors que la moitié de cette population est en situation de survie et un tiers souffre d'analphabétisme ? Des associations comme Bonnevie, La Rue ou Foyer font également un travail de terrain précieux ;

sans Foyer, madame Laanan n'aurait jamais pu prendre des cours d'alphabétisation et sa fille, Fadila, ne serait peut-être jamais devenue ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des Chances. A l'heure où j'écris ces lignes, malheureusement, Foyer, n'a pas bouclé son budget 2016 ; en clair, aucun des maigres salaires de ses employés n'est pour l'instant garanti l'année prochaine. C'est un véritable cauchemar.

2/ Je me suis rendu rue Delaunoy, à 150 mètres de chez moi, lundi 16 novembre, où une importante intervention policière a eu lieu. Journalistes et badauds étaient tous regroupés aux deux extrémités de la rue bloquée par la police. Je suis resté deux heures. Il n'y avait rien à voir mais beaucoup à entendre : des journalistes interviewaient des jeunes gens et des habitants se parlaient entre eux. J'ai parlé avec plusieurs voisins de la stigmatisation rampante de la commune depuis des années du fait du radicalisme, de la saleté du quartier, du fait qu'un voisin parfaitement trilingue (arabe-français-néerlandais) aie fini par décrocher un travail parce qu'il avait enlevé son adresse molenbeekoise de son CV, etc. Aucune tension mais beaucoup de paroles.

Le soir même, lors de son journal de 19h30, La Une, première chaîne de la télévision publique francophone, a rendu compte de cette opération en affirmant que « tout le quartier était bouclé », ce qui était faux : une seule rue et seul un carrefour était immobilisés, et il était tout à fait possible de circuler autour, ce que j'ai fait en me rendant à un rendez-vous avec le correspondant bruxellois du Financial Times. Le quartier n'avait rien à voir avec cette zone interdite décrite par la télévision. Plus lamentable, la journaliste a évoqué la « forte tension » qui régnait autour du théâtre des opérations. C'est de la pure désinformation : il n'y avait aucune tension, tout le monde échangeait sans que personne n'ait levé le ton, même en cas de désaccord (j'en ai eu un, assez vif, lors d'une discussion avec un jeune homme qui avait bien connu Salah Abdeslam, qu'il qualifiait de simple « bouffon prétentieux », sans que le ton ne monte jamais).

Déontologie journalistique

Molenbeek est cloué au pilori dans une grande partie du monde occidental, à tort ou à raison, et donc ce dont nous avons besoin, nous Molenbeekois, est que les journalistes fassent le travail correctement plutôt que nous enfoncer davantage. Un technicien de TF1, qui a couvert les très violentes émeutes de Clichy-Sous-Bois en 2005, m'a avoué qu'il était extrêmement surpris de la gentillesse des Molenbeekois lors des interviews, comparée à l'agressivité de certains « banlieusards parisiens ». Ce qu'il avait appris de la commune, par médias interposés, lui en avait donné une image désastreuse, aussi avait-il l'air très heureux de constater que cette image avait été faussée – preuve, s'il en fallait une, de la responsabilité des médias. Jeudi soir, lors du rassemblement citoyen en hommage aux victimes, un journaliste clamait à sa caméra « qu'il n'y là que des blancs », ce qui était bien évidemment faux – en excluant les centaines de journalistes, à vue de nez, une petite moitié des 2 000 habitants rassemblés appartenait à la « communauté musulmane ». Nier sa présence en ce soir de rassemblement est dégueulasse vis-à-vis des musulmans.

3/ Au-delà de la pauvreté endémique et de l'importance de la religion, mon quartier souffre principalement d'une chose : l'absence presque totale de « commun ». Si, en cinq minutes de vélo, je peux traverser le canal pour rejoindre des amis et boire un verre près de ce canal qui me sépare de la véritable diversité de pensée, il n'y a par exemple, dans mon micro-quartier, aucun café comme le Carillon, Le Petit Cambodge, le Café Bonne Bière, La Belle Équipe ou le Comptoir Voltaire, ces lieux de rencontres et de joie parisiens où des êtres de toutes origines et de toute opinion politique ou religieuse se

côtoyaient autour d'un verre avant de mourir sous les balles de mes voisins.

Manque

Il est frappant, mais peut-être pas si étonnant, de constater que ces jeunes voisins soient allés répandre la mort dans des lieux de rencontre qui, justement, n'existent pas à ici Molenbeek, ou si peu. C'est très clairement ce manque de « commun » qui enfonce aussi, de plus en plus, les quartiers difficiles de Molenbeek. Nous avons certes le choix entre des salons de thés, quelques brasseries typiquement bruxelloises et des bars tenus souvent par des gens venant des pays de l'Est. Mais se rendre dans un salon de thé veut dire y aller sans compagnie féminine (compagne ou sœur), afin d'éviter les regards mal placés ; fréquenter une brasserie bruxelloise veut dire « se retrouver entre blancs plutôt âgés » ; et se retrouver dans un café où les clients ne parlent que russe ou roumain n'aide pas les échanges. Ici, les gens se croisent dans la rue, se saluent, échangent parfois quelques mots dans les épiceries, mais fondamentalement nous ne nous parlons pas, et rions rarement ensemble. Tout simplement parce les lieux pour le faire n'existent que très peu. Impossible de trouver, ici, dans ces quartiers à problème, un lieu comme La Belle Equipe, ce café parisien visé par mes voisins et qui était tenu par un juif et une musulmane – c'est impensable.

Au cœur d'une Europe politique qui se délite de part en part et où les barbelés font leur réapparition, au cœur d'une de cette capitale de l'Europe où un tiers de la population vit dans l'indigence, au cœur d'une commune de la capitale de l'Europe où des dizaines de milliers de gens ne font que survivre, renouer avec le commun, localement, au quotidien, est, au-delà des réponses politiques apportées au désastre actuel, un projet citoyen qu'il reviendra à tous, musulmans, juifs, laïques, ou-je-ne-sais-quoi-d'autre, de construire ensemble. Ici, la balle est aujourd'hui dans le camp de mes voisins musulmans. Peut-être aurai-je un jour, même très lointain, si je reste à Molenbeek, l'occasion de m'asseoir dans un café du quartier tenu par un juif pour partager un moment avec le petit Younès qui, s'il revient de Syrie, ne sera plus si petit, et qui, si son cerveau n'aura pas été complètement lessivé par la barbarie, aura peut-être des choses à m'expliquer sur la folie humaine.

Une belle opération policière - Charles Deligne

Charles Deligne, Magistrat honoraire

<http://www.rtb.be/...>, 23 novembre 2015

La N-VA, à travers le gouvernement fédéral, vient probablement de réussir un coup que le plus inventif des auteurs de politique-fiction n'aurait pas osé écrire.

Ce coup a déjà un nom dans la presse anglophone: le Brussels Lockdown!

Magnifique réalisation qui mériterait d'être analysée avec un minimum d'esprit critique.

Si la poursuite des enquêtes conséquentes aux tragiques événements de Paris s'impose comme la traque de toutes les personnes liées de près ou de loin aux réseaux de l'Etat islamique, fallait-il pour autant en venir à "boucler" Bruxelles, une capitale qui est aussi le siège de l'UE, jusqu'à en faire une ville morte à grand renfort de communication alarmiste?

On peut raisonnablement en douter, car c'est se priver de manière générale et définitive de l'effet de surprise nécessaire à des opérations policières ciblées, l'investissement par exemple d'un "appartement conspiratif" comme on dit à Paris.

Au plan psychologique, quelle magnifique démonstration de

la puissance, non pas de l'Etat belge mais des terroristes lorsqu'on s'avoue incapable de d'assurer la sécurité de nos concitoyens dans leur vie quotidienne?

Sans parler de l'anxiété générée dans une population, non seulement réduite à rester chez elle, mais qui plus est invitée à ne pas communiquer sur ce qu'elle pourrait être amenée à voir des opérations en cours pour ne pas gêner le travail de la police.

Des menaces décelées par nos services de renseignements d'attentats imminents sur des lieux publics à forte concentration de population?

Soyons lucides, c'est là la cible logique de toute entreprise terroriste de masse comme la pratique une organisation telle que l'EI, par conséquent cette menace existait déjà et elle subsistera tant que l'EI et ses filiales ne seront pas anéantis, ce qui n'est pas pour demain...

Il nous faut apprendre à vivre avec cette menace permanente, comme le font les Israéliens depuis des lustres.

La question est pourquoi Bruxelles, et accessoirement Charleroi? N'y a-t-il pas d'autres foyers de sympathisants djihadistes dans ce malheureux pays?

Cela méritera assurément quelques interpellations de nos parlementaires de l'opposition dans les jours prochains s'ils ne sont pas complètement anesthésiés!

Car ou bien ces renseignements évoquant des attentats imminents sont exacts et précis et on débusque les auteurs dans leurs tanières bruxelloises ou carolorégiennes, ou bien ces renseignements sont vagues, imprécis, ou même fantaisistes sinon fabriqués, et on fait forcément chou blanc dans les interventions policières qui s'ensuivent, comme on peut le craindre en l'espèce, lorsque le parquet fédéral annonce qu'aucune arme, aucun explosif n'ont été découverts à l'occasion des 22 perquisitions opérées ce W-E.

Alors, qu'en est-il ?

Ne serait-on pas plutôt face à une instrumentalisation de la situation que génèrent les horribles attentats de Paris visant une fois de plus à démontrer que les problèmes qui rongent la Belgique trouvent cette fois-ci encore, et comme toujours, leur origine à Bruxelles, cette pseudo région incapable de se gérer elle-même, et en Wallonie, ce PSistan, mais non en Flandre.

Au demeurant si l'opération policière échoue, le gouvernement fédéral n'aura-t-il pas beau jeu de stigmatiser l'absence ou l'insuffisance des informations collectées sur le terrain par les polices de Bruxelles, complément indispensables des renseignements recueillis par la Sûreté, ou reçus des services étrangers, par nature invérifiables et donc incontestables ceux-là.

Il y a fort à parier que l'on verra poindre dans un proche avenir dans le Nord du pays un nouveau plan pour Bruxelles, l'unification de ses 6 corps de police locales par exemple, vieille idée écartée lors de la réforme des polices, avant de viser l'unification des 19 communes, autre vieux projet des milieux flamands.

Modifier notre Constitution sur injonction de Daech, c'est donner aux terroristes la victoire qu'ils espèrent - Agnès Rousseaux

<http://www.bastamag.net/...>, 19 novembre 2015

Comment lutter efficacement contre Daech et l'idéologie salafiste sans fouler du pied les principes du droit, sans renoncer à ce que nous sommes et avons bâti ? Quelles seront les conséquences sur notre démocratie déjà bien affaiblie de la révision de la Constitution et des mesures d'exception en

préparation ? La réponse par les armes est-elle vraiment la seule possible ? Entretien avec le juriste Jean-Pierre Dubois, président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme, et secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH).

Basta ! : Les députés discutent ce jeudi du prolongement de trois mois de l'état d'urgence. Quelle est votre réaction par rapport au discours de François Hollande devant le Parlement réuni en Congrès, le 16 novembre, après les attentats meurtriers ?

Jean-Pierre Dubois [1] : Nous faisons face à une situation exceptionnelle, qui appelle à des mesures exceptionnelles. Mais cela ne signifie pas des mesures d'exception. Cela suppose des moyens plus importants qu'en temps normal, avec la restriction de certaines libertés si cela est absolument nécessaire. Mais tout cela doit être décidé démocratiquement, et être accompagné à chaque fois de mesures de contrôle, politiques et judiciaires, pour éviter toute logique non-démocratique. De ce double point de vue, le discours du président de la République nous inquiète énormément. Le ton martial rappelle celui du président George W. Bush en 2001. Nous sommes dans une logique d'impuissance guerrière, avec d'autant plus de gesticulations qu'on ne sait pas quoi faire. La peur et la vengeance sont toujours des défaites de la raison. C'est normal que tous, nous ayons peur, mais nos responsables politiques doivent faire appel à la raison, ne pas être dans l'instantané et dans l'émotionnel.

Que pensez-vous des mesures proposées par François Hollande ?

Deux choses sont extrêmement inquiétantes. Premièrement, le fait de dire au Parlement : « *Donnez-nous un blanc-seing pour trois mois et faites-le dans les trois jours.* » C'est absolument impensable dans une démocratie normale. Ce qu'il faut faire dans les trois jours suivant les attentats, c'est que la police cherche les responsables et les mette hors d'état de nuire. On peut tout à fait comprendre que, dans l'urgence, nous ayons besoin de faire des perquisitions sans prendre les formes habituelles. Mais à condition que le contrôle judiciaire revienne le plus tôt possible, et qu'il soit réel. Réfléchir aux nouveaux cadres législatifs, aux nouvelles mesures juridiques que cette situation appelle, cela nécessite du temps et du débat ! Et ce n'est pas un homme seul qui peut le décider. Rien n'empêche par exemple que le Parlement se retrouve tous les mois pour décider s'il faut poursuivre l'état d'urgence ou pas. C'est un minimum de démocratie, sur lequel le président s'est malheureusement assis.

Deuxièmement, même s'il faut évidemment attendre d'en savoir plus, le contenu des mesures annoncées est aussi inquiétant. Tout le monde sait que la déchéance de nationalité, qui est une reprise des propositions de Nicolas Sarkozy sinon de celles du Front National, n'aura aucune efficacité. C'est absolument insensé, inadmissible. Est-ce qu'on lutte contre le terrorisme en disant à des gens « vous n'êtes pas complètement Français parce que vous avez aussi une autre nationalité » ? Ou bien est-ce qu'on est en train de créer des fractures entre les « Français de souche » et les autres, pour utiliser le vocabulaire de Marine Le Pen ?

Réviser la Constitution n'est pas une bonne idée, selon vous ?

Le Parti socialiste au temps de François Mitterrand voulait abroger l'article 16 de la Constitution [qui donne les « pleins pouvoirs » au président de la République en période de crise], et aujourd'hui le gouvernement veut le « perfectionner » ! Réviser notre Constitution sur injonction de Daech, c'est donner aux terroristes, aux assassins, la victoire qu'ils espèrent. Le but ultime de ces assassins n'était pas de tuer des gens – c'est ce qu'ils ont fait et c'est une horreur absolue : ils

ne font pas cela parce qu'ils sont fous, ils le font pour obtenir ce que nos gouvernants semblent justement vouloir préparer. C'est-à-dire ce que Bush a fait aux États-Unis, cette stupidité politique de l'intervention en Irak, qui n'a fait que créer de nouvelles horreurs, de nouveaux réseaux terroristes. Nos gouvernants n'arrivent pas à sortir de cette logique, qui est non seulement contre-productive mais aussi destructrice de ce que nous sommes. C'est ce qui m'inquiète. C'est comme si on cherchait à faciliter le recrutement de nouveaux terroristes.

Sans faire de procès d'intention *a priori*, ce qui a été annoncé par François Hollande cette semaine est exactement le contraire d'une réponse démocratique acceptable. Dire que nous sommes dans une situation d'exception pour une durée indéterminée – qui pourrait durer cinq, dix ans ! – c'est renoncer à ce que nous sommes. C'est faire un cadeau incroyable aux assassins. Le Premier ministre de Norvège après la tuerie effroyable d'Oslo en 2011 avait déclaré : « *Bien entendu nous ne changerons rien à ce que nous sommes* ». L'inverse de notre gouvernement qui dit : « *Bien entendu nous allons changer ce que nous sommes* ». Nous devons choisir entre la ligne de la Norvège et la ligne de George W. Bush, qui a eu les conséquences que l'on sait.

La suite sur <http://www.bastamag.net/...>,

Entre la solidarité contre le terrorisme et les pactes politico-commerciaux avec les puissances qui l'alimentent, le gouvernement va devoir choisir - VEGA

<http://www.mouvement-vega.be>, 18 nov 2015

Les attentats terroristes survenus le 13 novembre 2015 à Paris placent la France – mais aussi la Belgique – face à une menace connue, mais néanmoins nouvelle dans la période récente, du fait du caractère indifférencié de ses cibles et du grand nombre de ses victimes assassinées ou blessées.

VEGA s'incline devant ces victimes, parmi lesquelles on compte certainement des citoyens de confession musulmane – à Paris comme dans les autres pays où frappe Daech.

La réponse des gouvernements européens ne passe pas, pour VEGA, par des gadgets technologiques du type des alertes par SMS qui ont permis cette semaine à M. JAMBON, ministre de l'Intérieur, de se faire mousser à peu de frais, tout en instillant l'idée qu'au nom de la sécurité, des milliers de personnes puissent être géolocalisées en temps réel par le gouvernement.

Ce que les terroristes veulent, c'est notamment créer une fracture entre les citoyens de confession musulmane et les autres. Il faut réaffirmer les valeurs de démocratie et de laïcité et réserver la prévention, la lutte idéologique, voire la répression pénale aux zéloteurs des lectures de l'islam ultra-minoritaires, qui prônent la haine et la violence au service d'un projet de société fasciste.

Sur France 2, M. Marc TREVIDIC, l'ancien juge anti-terroriste français, a souligné avec lucidité (et courage) que « *les Américains aiment les fondamentalistes lorsqu'ils sont libéraux sur le plan économique et commercial* ». L'aveuglement qu'ils feignent à l'égard des monarchies du Golfe propagatrices du salafisme cache en effet très mal une forme intégriste du libre-échange.

Sous le régime capitalo-productiviste, le profit financier de quelques-uns prime sur l'intérêt démocratique de la majorité, à l'échelle de notre planète comme à l'intérieur de nombreux États. C'est là le principal problème qui mine la démocratie et c'est notamment de sa persistance que les terroristes tirent leur capacité de nuisance croissante.

Les alliances commerciales (mais aussi, inévitablement,

politiques) nouées avec des puissances nourricières du terrorisme sont souvent scellées au nom de l'intérêt pétrolier supérieur : l'intérêt général écologique passe aussi après celui de quelques grands groupes industriels actifs dans le secteur de l'énergie, même si leur activité est la cause principale du basculement climatique en cours.

Les États-Unis ne sont pas les seuls à pactiser avec les protecteurs et promoteurs du terrorisme. Du pétrole de contrebande acheminé en quantités importantes en Europe par des réseaux opaques provient de puits contrôlés par Daech, qui en tire une importante source de financement. Se fondant notamment sur le site Irak Oil report, Mme Jana Hybaskova, ambassadrice de l'UE en Irak, a tenté de sonner l'alerte à ce sujet en septembre 2014. Les gouvernements européens et la Commission n'ont pourtant répondu que par des prises de positions relativisant ses déclarations et l'annonce d'une meilleure « coordination » entre eux en ce qui concerne leurs approvisionnements (1).

Face au drame de ce vendredi noir, Monsieur REYNDERS, ministre des Affaires étrangères, se souvient-il de ses courbettes lors de missions commerciales récentes en Arabie saoudite – en décembre 2012 (2) et, avec Monsieur MARCOURT, ministre wallon du Commerce extérieur en mars 2014 (3) ? Et Monsieur MICHEL, Premier ministre, se souvient-il d'avoir couvert la participation du roi aux funérailles du roi ABDALLAH de ce pays en janvier 2015 (4) ?

Pour VEGA, le terrorisme est effectivement un défi à la démocratie et aux valeurs humanistes, mais des incohérences politiques aussi graves et persistantes les fragilisent tragiquement aussi.

(1) Mediapart, 24/9/2014, Du pétrole de l'Etat islamique acheté par des Européens ? Bruxelles sous pression (Ludovic LAMANT)

(<http://www.mediapart.fr/journal/international/260914/du-petrole-de-letat-islamique-achete-par-des-europeens-bruxelles-sous-pression>)

(2) Site de M. Reynders, 18/12/2012, Rencontres officielles et visites – Riyadh – Arabie Saoudite (<http://www.didierreynders.be/2012/12/18/rencontres-officielles-et-visites-riyadh-arabie-saoudite/>)

(3) La libre, 16/3/2014, Reynders veut créer un réseau entre femmes d'entreprises d'Arabie et du Benelux (Belga) (<http://www.lalibre.be/economie/actualite/reynders-veut-creer-un-reseau-entre-femmes-d-entreprises-d-arabie-et-du-benelux-5325d32b357058dcaadae770>)

(4) 7 sur 7, 29/1/2015, Entre « Je suis Charlie » et « Je suis Abdallah », il faut choisir (<http://www.7sur7.be/7s7/fr/16662/Le-roi-abdique-Vive-le-roi/article/detail/2199205/2015/01/29/Entre-Je-suis-Charlie-et-Je-suis-Abdallah-il-faut-choisir.dhtml>)

Après les massacres de Paris : épouvante, révolte, action - ATTAC

15 novembre par [Attac France](#)

Au lendemain des massacres de Paris, les adhérents et sympathisants d'Attac, à l'unisson de la société française, ressentent épouvante et révolte devant la haine aveugle et meurtrière. Attac exprime toute sa solidarité avec les victimes et leurs proches. Les personnes assassinées vendredi soir ne faisaient qu'exercer leur droit à la convivialité, à la civilité, à l'art, à une vie libre, toutes choses que ces tueurs veulent éradiquer au nom d'une vision fanatisée de la religion.

Malgré l'émotion et la tristesse, nous refusons de céder à la terreur, nous refusons la société de la peur, de la stigmatisation et de la recherche de boucs émissaires. Nous

affirmons notre détermination à continuer à circuler, à travailler, à nous divertir, à nous réunir et à lutter librement.

« La France est en guerre », nous dit-on. Mais ce n'est pas notre guerre : après les désastres américains en Irak et en Afghanistan, les actuelles interventions françaises en Irak, en Libye, en Syrie, au Mali, au Tchad, au Niger, en Centrafrique, contribuent à déstabiliser ces régions et à déclencher les départs de migrants qui se heurtent à la forteresse Europe et dont les corps s'échouent sur nos plages. Inégalités et prédateurs déchirent les sociétés, les dressent les unes contre les autres.

Al Qaida ou Daesh tirent toute leur force inhumaine de ces injustices. Cette guerre ne mène à aucune paix car il n'y a pas de paix sans justice. Pour en finir avec cette guerre, nos sociétés devront se désintoxiquer de l'ivresse de la puissance, des armes, du pétrole, des métaux rares, de l'uranium...

Au-delà du terreau social et économique qui nourrit tous les désespoirs et tous les actes insensés, reste la « banalité du mal », c'est-à-dire le fait que l'humanité n'est jamais à l'abri du retour ou de l'instauration de la barbarie quand certains décident de s'affranchir du respect de l'être humain en tant qu'être humain.

Pour ce qui est à notre portée, plus que jamais, il nous faut lutter contre l'impérialisme fût-il « humanitaire », contre le productivisme destructeur, pour des sociétés sobres, libres et égales.

Nous refusons par avance toute restriction au droit de manifester et de lutter contre ce monde pourrissant, pour les alternatives que portent ensemble les peuples du Sud et du Nord. Du 29 novembre au 12 décembre, à l'occasion de la COP 21 et par nos mobilisations citoyennes, nous montrerons qu'un autre monde est possible, urgent et nécessaire.

PÉTITIONS

De la peur à la résistance - Urgence démocratique!

http://www.petities24.com/van_angst_naar_verzet

Belgique

L'état d'urgence, bienvenue en démocratie !

Par *Alternatives au Développement Extractiviste et Anthropocentré* (ALDEAH)

[www.aldeah.org/...](http://www.aldeah.org/)

[...]L'État français a instrumentalisé le contexte tragique des attentats du 13 novembre. La France a notifié au Conseil de l'Europe qu'elle allait déroger à la convention européenne des droits de l'homme [2]. Ces derniers jours, au moins 24 assignations à résidence ont visé non pas des terroristes agissant pour le compte de Daesh, mais des militant(e)s des mouvements sociaux catalogués par les médias et le pouvoir comme étant de « l'ultra-gauche », « proches des milieux zadistes », des « mouvances écologistes radicales » et anarchistes [3]. L'état d'urgence, dont la prolongation a été votée par la quasi-totalité des députés (« de gauche » et « écologistes » compris) permet aux forces de l'ordre de perquisitionner sans passer par l'autorité judiciaire [4], de défoncer les portes, de violer l'intimité, d'agresser et de traumatiser des personnes (même des enfants), qui n'ont strictement aucun lien avec les attentats perpétrés à Paris (maraîchers bio, squatteurs, membres de la Coalition Climat 21, etc.) [5]. Après le choc des attentats, la plupart des gens préfèrent regarder ailleurs, excusant - quand ils ne les cautionnent pas - les abus des autorités au nom de la sécurité et de la peur. La machine infernale est en marche. Rapidement, l'état d'urgence - l'état d'exception - se normalise, l'exception devient la norme [...]

Note : pétition signée par le mpOC.

Hollande appelé à lever l'interdiction sur les manifestations pour le climat

Une coalition internationale d'ONG, d'associations de la société civile et de personnalités telles que Naomi Klein et Susan George appellent le Président français à lever l'interdiction portant sur les manifestations pendant les négociations de la COP21 à Paris.

Voir <https://blogs.mediapart.fr/attac-france/...>

On peut signer la lettre à titre individuel ici (en anglais) :

<http://action.globaljustice.org.uk/ea-action/action?ea.client.id=1784&ea.campaign.id=44875>

Levée immédiate de l'assignation à résidence de Joël Domenjoud !

<https://www.powerfoule.org/campaigns/etat-durgence/domenjoud/>

France

A qui sert leur guerre?

<https://www.change.org/p/a-toutes-et-tous-a-qui-sert-leur-guerre>

Aucune interprétation monolithique, aucune explication mécaniste n'élucidera les attentats. Faut-il pour autant garder le silence ? Beaucoup jugent – et nous les comprenons – que devant l'horreur de l'événement, seul le recueillement serait décent. Mais nous ne pouvons pas nous taire, quand d'autres parlent et agissent pour nous : nous entraînent dans leur guerre. Faut-il les laisser faire, au nom de l'unité nationale et de l'injonction à penser comme le gouvernement ?

Car ce serait la guerre, désormais. Auparavant, non ? Et en guerre pour quoi : au nom des droits de l'homme et de la civilisation ? En réalité, la spirale dans laquelle nous entraîne l'État pompier-pyromane est infernale. La France est en guerre continuellement. Elle sort d'une guerre en Afghanistan, lourde de civils assassinés. Les droits des femmes y sont toujours bafoués, tandis que les talibans regagnent chaque jour du terrain. Elle sort d'une guerre en Libye qui laisse le pays ruiné et ravagé, avec des morts par milliers et des armes free market qui approvisionnent tous les djihads. Elle sort d'une intervention au Mali. Les groupes djihadistes liés à Al-Qaida ne cessent de progresser et de perpétrer des massacres. A Bamako, la France protège un régime corrompu jusqu'à l'os, comme au Niger et au Gabon. Les oléoducs du Moyen-Orient, l'uranium exploité dans des conditions monstrueuses par Areva, les intérêts de Total et de Bolloré ne seraient pour rien dans le choix de ces interventions très sélectives, qui laissent des pays dévastés ? En Libye, en Centrafrique, au Mali, la France n'a engagé aucun plan pour aider les populations à sortir du chaos. Or il ne suffit pas d'administrer des leçons de prétendue morale (occidentale). Quelle espérance d'avenir peuvent nourrir des populations condamnées à végéter dans des camps ou à survivre dans des ruines ?

La France prétend détruire Daesh ? En bombardant, elle multiplie les djihadistes. Les « Rafale » tuent des civils aussi innocents que ceux du Bataclan. Comme en Irak, certains de ces civils finiront par se solidariser avec les djihadistes : ces bombardements sont des bombes à retardement.

Daesh est l'un de nos pires ennemis : il massacre, décapite, viole, opprime les femmes et embrigade les enfants, détruit le patrimoine mondial. Dans le même temps, la France vend au régime saoudien, pourtant connu pour financer des réseaux djihadistes, des hélicoptères de combat, des navires de patrouilles, des centrales nucléaires ; l'Arabie saoudite vient

de commander trois milliards de dollars d'armement ; elle a réglé la facture des deux navires Mistral, vendus à l'Égypte du maréchal Al Sissi qui réprime les démocrates du printemps arabe. En Arabie saoudite, ne décapite-t-on pas ? N'y coupe-t-on pas les mains ? Les femmes n'y vivent-elles pas en semi-esclavage ? Engagée au Yémen au côté du régime, l'aviation saoudienne a bombardé les populations civiles, détruisant au passage des trésors architecturaux. Bombardera-t-on l'Arabie Saoudite ? Ou bien l'indignation fluctue-t-elle selon les alliances économiques de l'heure ?

La guerre au Djihad, dit-on martialement, se mène en France aussi. Mais comment éviter que ne sombrent des jeunes issus en particulier des milieux populaires, s'ils ne cessent d'être partout discriminés, à l'école, à l'embauche, dans l'accès au logement ou dans leurs croyances ? Et s'ils finissent en prison. En les stigmatisant davantage ? En ne leur ouvrant pas d'autres conditions d'existence ? En niant leur dignité revendiquée ?

Nous sommes ici : la seule manière de combattre concrètement, ici, nos ennemis, dans ce pays devenu le deuxième vendeur d'armes mondial, c'est de refuser un système qui, au nom du profit à courte vue, produit partout plus d'injustice. Car la violence d'un monde que Bush junior nous promettait, il y a quatorze ans, réconcilié, apaisé, ordonné, n'est pas née du cerveau de Ben Laden ou de Daech. Elle pousse et prolifère sur la misère et les inégalités dont, année après année, les rapports de l'Onu montrent qu'elles s'accroissent, entre pays du Nord et du Sud, et au sein des pays dits riches. L'opulence des uns a pour contrepartie l'exploitation et l'oppression des autres. On ne fera pas reculer la violence sans s'attaquer à ses racines. Il n'y a pas de raccourcis magiques : les bombes n'en sont pas.

Lorsque furent déclenchées les guerres d'Afghanistan et d'Irak, nos mobilisations ont été puissantes. Nous affirmions que ces interventions sèmeraient, aveuglément, le chaos et la mort. Avions-nous tort ? La guerre de F. Hollande aura les mêmes conséquences. Il est urgent de nous rassembler contre les bombardements français qui accroissent les menaces et contre les dérives liberticides qui ne règlent rien, mais contournent et nient les causes des désastres. Cette guerre ne se mènera pas en notre nom.

Premiers signataires: Ludvine Bantigny (historienne), Emmanuel Barot (philosophe), Jacques Bidet (philosophe), Deborah Cohen (historienne), François Cusset (historien des idées), Laurence De Cock (historienne), Christine Delphy (sociologue), Cédric Durand (économiste), Fanny Gallot (historienne), Eric Hazan (éditeur), Sabina Issehnane (économiste), Razmig Keucheyan (sociologue), Marius Loris (historien, poète), Marwan Mohammed (sociologue), Olivier Neveux (historien de l'art), Willy Pelletier (sociologue), Irène Pereira (sociologue), Julien Théry-Astruc (historien), Rémy Toulouse (éditeur), Enzo Traverso (historien)

Islamisme, religions et violence

Relire certains des articles parus après l'attentat contre Charlie-Hebdo, voire [la lettre du mpOC-Liège du 8 février 2015](#) (la rubrique *Je suis Charlie. Moi non plus*).

Lire aussi le dossier du Monde diplo de décembre 2015 : *Dans l'engrenage de la terre*
<http://www.monde-diplomatique.fr/...> :

En perpétrant des attentats aveugles dans les rues de Paris, Tunis ou Beyrouth, les djihadistes veulent semer la terreur. Ils espèrent ainsi se singulariser face à un monde qu'ils exècrent, en suscitant des réactions guidées par la peur (*Perdre en liberté sans gagner en sécurité*). Chercher à comprendre impose de revenir sur les convulsions qui secouent le Proche-Orient depuis cinq ans (*En Syrie, une issue politique bien incertaine et « Printemps arabe », autant en emporte le vent ?*), mais aussi de démêler l'écheveau de conflits plus anciens (*Cinq conflits entremêlés*). L'histoire de l'idéologie

rigoriste dont s'inspirent les terroristes (*Genèse du djihadisme*) met en lumière le rôle trouble de l'Arabie saoudite (*Périls saoudiens*), pourtant grande alliée d'un gouvernement français qui entend jouer les premiers rôles, mais qui vient de tomber dans le piège d'une guerre asymétrique (*L'art de la guerre imbécile*).

Relativisons...

Les guerres menées au Moyen-Orient depuis les attentats du 11 septembre 2001 à New-York ont causé des centaines de milliers de morts.

Publicité de MTV interdite par les USA :
<https://www.youtube.com/watch?v=uONdnPkK5pI>

Environ 100.000 morts chaque année en Belgique, dont ± 1.000 sur les routes.

Une citation de Noam Chomsky s'exprimant dans *The Guardian* le 20 janvier 2001 suite aux attentats du 11 septembre, citation que nous pourrions transposer sans peine pour la France, la Belgique et l'Europe :

Je suis citoyen des États-Unis et j'ai une part de responsabilité dans ce que fait mon pays. J'aimerais le voir agir selon des critères moraux respectables. Cela n'a pas grande valeur morale de critiquer les crimes de quelqu'un d'autre – même s'il est nécessaire de le faire, et de dire la vérité. Je n'ai aucune influence sur la politique du Soudan, mais j'en ai, jusqu'à un certain point, sur la politique des États-Unis
www.theguardian.com/books/2001/jan/20/society.politics

